



HAL
open science

“ L'Ouzbékistan après Islam Karimov : continuité institutionnelle et changements structurels ”

Julien Thorez

► To cite this version:

Julien Thorez. “ L'Ouzbékistan après Islam Karimov : continuité institutionnelle et changements structurels ”. Anne de Tinguy (dir.). Regards sur l'Eurasie - L'année politique 2018, 241-242, pp. 18-23, 2019, Les Etudes du CERI. halshs-03096780

HAL Id: halshs-03096780

<https://shs.hal.science/halshs-03096780>

Submitted on 5 Jan 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

« L'Ouzbékistan après Islam Karimov : continuité institutionnelle et changements structurels », in de Tinguay A. (dir.), *Regards sur l'Eurasie*, Les études du CERI, 2019, n° 235-236, pp. 18 – 23.

L'Ouzbékistan après I. Karimov : Continuité institutionnelle et changements structurels

Julien Thorez
Géographe,
Chargé de recherche au CNRS
Mondes iranien et indien
julien.thorez@cnrs.fr

L'Ouzbékistan est entré dans une période d'intense changement, depuis l'arrivée de Ch. Mirziyoev à la présidence de la république, en remplacement d'I. Karimov, qui a dirigé le pays depuis la fin de la période soviétique jusqu'à son décès, officiellement survenu le 2 septembre 2018. Bien que le cadre constitutionnel n'ait pas été formellement strictement respecté – N. Yuldashev, président du sénat, n'a pas assuré l'intérim de la présidence de la république jusqu'à l'organisation de nouvelles élections –, la succession d'I. Karimov s'est déroulée sans désordre, après des arbitrages au sein de l'élite politique et économique (Horak, 2018). Premier ministre depuis 2003, Ch. Mirziyoev est en effet choisi pour diriger le pays ; il est élu président de la république au suffrage universel direct, le 4 décembre 2016, avec 88 % des voix. Pourtant, les cercles diplomatiques comme la sphère médiatique – hors d'Ouzbékistan – avaient exprimé leur crainte de voir le pays s'enfoncer dans la crise.

Depuis l'automne 2016, l'Ouzbékistan mène des réformes politiques, économiques et sociétales à un rythme très élevé, quoique le pays n'ait pas à proprement parlé changé de régime. Elles vont dans le sens d'une libéralisation politique comme économique, à l'échelle nationale comme à l'échelle internationale. Devant leur dimension structurelle, certains observateurs avancent l'hypothèse que le pays connaît une période de changements d'une ampleur comparable à ceux observés en URSS pendant la Perestroïka (Genté, 2018).

1. De nouvelles relations entre l'État et la société

L'accession à la présidence de Ch. Mirziyoev s'est déroulée dans la continuité du pouvoir exercé par I. Karimov. Mais le nouveau président a immédiatement imprimé sa marque, en proposant des inflexions majeures par rapport à la trajectoire suivie par l'Ouzbékistan depuis son indépendance. Elles visent toutes à atténuer le contrôle exercé par l'État sur la société et sur l'économie.

Dans le domaine politique, le nouveau président a pris l'initiative de réformer les organes de sécurité : le SNB (*služba nacional'noj bezopasnosti*) [Service de la sécurité nationale], qui était un véritable État dans l'État, a vu son périmètre d'action se réduire, une partie de ses attributions étant confiées au Ministère de l'intérieur, en même temps qu'il était rebaptisé SGB (*služba gosudarstvennoj bezopasnosti*) [Service de la sécurité de l'État]. Parallèlement, cette institution a vu un nombre significatif de ses cadres et de ses dirigeants être mis à l'écart. R. Inoiatov, qui dirigeait le SNB depuis 1995, a ainsi été démis de ses fonctions, tout en conservant un mandat de sénateur. Ces mesures, qui dévoilent les contours de la recomposition en cours de l'élite politique et économique, accompagnent une remise en cause des pratiques oppressives, répressives et prédatrices du SNB sur les acteurs sociaux, économiques et politiques.

Sans être devenu une démocratie multipartite concurrentielle, l'Ouzbékistan se transforme donc rapidement, car le nouveau pouvoir cherche, tout en ayant conservé le cadre constitutionnel adopté en 1992, à modifier les relations entre l'État et la société. Dans cette perspective, les autorités ont créé une interface numérique¹ destinée à permettre aux administrés d'adresser directement leurs commentaires, leurs critiques ou leurs requêtes à l'administration présidentielle, qui est censée y répondre dans des délais courts. Plusieurs millions d'adresses au président, portant sur tous les domaines de la vie quotidienne et de la vie publique, ont ainsi été enregistrées depuis la mise en service du site. Bien qu'il soit quelquefois critiqué, ce dispositif rompt avec le silence qui prévalait auparavant et la crainte généralisée des organes de sécurité. Il prend d'autant plus d'importance que l'activité de la presse bénéficie aussi de ce climat d'ouverture, dont témoigne aussi le retour en Ouzbékistan d'opposants historiques au régime karimovien. Depuis le printemps 2017, la pression sur les médias a décliné, sans que disparaisse totalement des formes de contrôle et d'autocensure, tandis que Ch. Mirziyoev a indiqué considérer que les critiques, qu'elles proviennent la sphère médiatique ou de l'opposition politique, permettaient de pointer des problèmes auxquels l'État devait répondre.

L'allègement des contraintes étatiques prend également tout son sens dans le domaine religieux. Tout en demeurant un pays laïc, l'Ouzbékistan développe une politique qui reconnaît une place plus large à la religion, et en particulier à l'islam sunnite hanéfite qui est considéré comme l'islam « national » et « traditionnel ». En s'appuyant sur les institutions héritées de l'islam soviétique, au premier rang desquelles la Direction des musulmans d'Ouzbékistan, les autorités promeuvent une vision tolérante de la religion et favorisent la connaissance de l'islam, considérant le savoir comme un rempart face à l'islamisme. Elles offrent également davantage de liberté aux pratiques religieuses ordinaires (prières, fêtes, pèlerinages, etc.). Pour autant, l'État n'a pas abandonné la surveillance et la répression des courants extrémistes car, sans être un foyer de l'islam radical, l'Ouzbékistan a vu des centaines de ses ressortissants rejoindre le Proche et le Moyen Orient pour combattre au sein de forces djihadistes et certains d'entre eux perpétrer des actes terroristes en Europe et en Amérique du Nord. Après les revers de l'État islamique en Irak et en Syrie, les autorités prêtent une grande attention aux potentiels retours de combattants en Ouzbékistan et en Afghanistan, où plusieurs groupes ouzbeks, tel le Mouvement islamique d'Ouzbékistan, combattent depuis les années 1990 aux côtés des Talibans et, désormais, de l'État islamique.

¹ www.pm.gov.uz

La place de l'État est aussi redéfinie dans la sphère économique, alors que le pays a gardé une économie administrée depuis l'indépendance. Tout en conservant un rôle fondamental, l'État s'engage sur la voie d'une libéralisation et d'une internationalisation de l'activité économique, confiant qu'il est dans les effets sociaux et politiques à moyen et long termes de cette nouvelle orientation. C'est ainsi qu'il a décidé en septembre 2017 de permettre la libre convertibilité du *sum*. Cette nouvelle politique monétaire, qui met fin à l'existence de plusieurs taux de change parallèles – officiel et informel –, a été conçue pour faciliter la vie quotidienne et encourager l'activité des entreprises, notamment des investisseurs étrangers, mais également pour limiter l'influence du SNB qui régulait le marché non officiel des devises. Plus largement, la politique conduite par le nouveau pouvoir vise à stimuler la croissance, en favorisant l'initiative privée, en modernisant l'appareil productif et en diversifiant les productions. Dans l'agriculture, qui emploie encore près de la moitié de la population active, elle se traduit notamment par d'importants investissements dans le matériel agricole, qui ne sont pas sans questionner le devenir d'une partie de la main d'œuvre agricole, ou par le développement de la production de fruits et de légumes (plutôt que du coton), dans le cadre d'une filière pensée pour approvisionner le marché national aussi bien que le marché international. Cette réorientation de la politique économique touche l'ensemble des secteurs d'activité. Dans le but de stimuler le transport aérien, l'État réfléchit ainsi à créer des compagnies concurrentes, en procédant au démantèlement de la compagnie nationale *Uzbekistan Airways*. S'appuyant sur un assouplissement des règles et des démarches administratives, la nouvelle politique économique s'accompagne d'une réforme fiscale, qui doit entrer en vigueur en janvier 2019 et qui vise notamment à alléger la charge fiscale des entreprises et à supprimer à progressivité de l'impôt.

Ces différentes mesures contribuent à mettre en mouvement une société qui fut longtemps soumise à l'autorité de l'État et de ses organes. Elles s'accompagnent de la volonté d'arrimer l'Ouzbékistan à la mondialisation, en tissant de nouvelles relations avec les acteurs régionaux et mondiaux.

2. Ouverture des frontières et coopérations internationales.

Après son indépendance, l'Ouzbékistan a poursuivi une voie de développement aut centrée, fonctionnalisant ses nouvelles frontières au point d'en faire, à certains égards, des barrières. Élément essentiel de la « construction territoriale de l'indépendance », cette politique visait à individualiser et à unifier le territoire national ouzbékistanais (Thorez, 2011). Mais elle avait également pour objectif d'assurer le contrôle de l'État sur la circulation des personnes, des marchandises et des idées. Elle s'accompagnait de relations difficiles avec les pays centrasiatiques.

Depuis l'arrivée au pouvoir de Ch. Mirziyoev, l'Ouzbékistan a profondément infléchi sa politique régionale. Les relations s'améliorent sensiblement en particulier avec le Kazakhstan, le Kirghizstan et le Tadjikistan. Ch. Mirziyoev s'est rendu en visite d'État à Astana, en mars 2017, à Bichkek, en septembre 2017, à Douchanbe, en mars 2018, de même qu'à Achgabat, en mars 2017, et a reçu en Ouzbékistan ses homologues centrasiatiques, s'impliquant franchement dans une diplomatie régionale que son prédécesseur avait délaissée. La volonté du nouveau pouvoir d'abandonner une logique de confrontation au profit d'une logique de

coopération a permis de lever plusieurs points de désaccords. La construction par le Tadjikistan du barrage de Rogun sur le Vakhsh n'est plus un objet de tension et de conflit comme durant la présidence d'I. Karimov. Les négociations sur la délimitation des frontières du Ferghana avancent positivement, tandis que l'Ouzbékistan a annoncé vouloir procéder au déminage de sa frontière commune avec le Tadjikistan.

Parallèlement, le pays a décidé d'alléger les dispositifs d'encadrement de la mobilité internationale, alors que la configuration des territoires centrasiatiques fait de cette question un enjeu majeur, puisque la majorité de la population de la région réside à proximité d'une frontière. D'une part, les autorités ont pris la décision de supprimer les visas de sortie à partir du 1^{er} janvier 2019. D'autre part, a été mis fin au système de visa qui avait été imposé aux ressortissants du Tadjikistan à la fin des années 1990, malgré l'accord signé à Bichkek en 1992 garantissant la libre circulation des citoyens de la CEI. Entrée en vigueur le 16 mars 2018, cette mesure a permis à plus d'un million de Tadjikistanais de se rendre en Ouzbékistan en 2018, tandis que, réciproquement, le territoire tadjikistanais a été ouvert aux ressortissants de l'Ouzbékistan.

Cette normalisation s'est concrétisée dans le domaine des transports par le rétablissement des liaisons aériennes entre l'Ouzbékistan et le Tadjikistan, qui étaient interrompues depuis 1992. De même, des relations ferroviaires ont été instaurées entre l'Ouzbékistan et le Kazakhstan, avec des trains reliant Tachkent à Almaty ou Samarkand à Astana. Autre exemple, des autocars relient désormais différentes villes d'Ouzbékistan à des villes du Kazakhstan, du Tadjikistan et du Kirghizstan. Il existe ainsi des liaisons régulières entre Tachkent et Khodjent, Tachkent et Chymkent, ou Tachkent et Almaty. Permis par la perméabilité croissante des frontières, l'essor des liaisons régionales rompt radicalement avec la dynamique de cloisonnement observée depuis deux décennies. Accompagnant une volonté de développer des partenariats économiques, il porte les germes d'un repositionnement de l'Ouzbékistan au cœur des enjeux centrasiatiques.

La politique d'ouverture impulsée par le nouveau président concerne également les relations avec les acteurs politiques et économiques internationaux. Les autorités ouzbékistanaises cherchent non seulement à se placer sur l'échiquier politique international, à travers leur implication dans le règlement de la question afghane, par exemple, mais également à renforcer leurs relations avec les puissances mondiales, asiatiques, européennes et nord-américaines, ce dont ont notamment témoigné les visites de Ch. Mirziyoev aux États-Unis ou en France. Des investisseurs occidentaux se sont parallèlement engagés sur le marché ouzbékistanais. PSA a ainsi décidé d'ouvrir une usine de production de véhicules utilitaires à Djizakh, qui est située entre Tachkent et Samarkand. Succédant à une longue décennie de discorde, consécutive à la répression des événements d'Andijan en 2005, ce réchauffement des relations avec les pays occidentaux ne s'effectue pas au détriment de la Chine ni de la Russie qui conserve un rôle essentiel dans le pays, quoique l'Ouzbékistan n'ait pas intégré l'Union économique eurasiatique. Outre les relations officielles, politiques et économiques, les deux pays sont en effet liés par l'importante population migrante originaire d'Ouzbékistan qui travaille et vit saisonnièrement ou temporairement en Russie – selon les données du service fédéral des migrations russe, les Ouzbékistanais seraient environ deux millions en Russie. De son côté, la Chine occupe en Ouzbékistan, comme dans l'ensemble des pays centrasiatiques, une place majeure, qui n'est pas démentie par le développement du

programme de « nouvelle route de la soie » (désigné d'abord One Belt One Road (OBOR) puis Belt and Road Initiative (BRI)) qui a été lancé en 2013 par Xi Jinping (Thorez, 2016).

La volonté d'ouverture amène enfin l'Ouzbékistan à promouvoir le développement du tourisme. L'État souhaite en effet valoriser le patrimoine des cités historiques de la route de soie (Boukhara, Khiva, Samarkand) et accueillir un nombre croissant de touristes internationaux et régionaux. D'importants contrats ont ainsi été signés dans ce domaine à l'occasion de la visite de Ch. Mirziyoev à Paris en octobre 2018. Cela dit, les autorités de Tachkent prêtent également une grande attention à l'essor du tourisme intérieur, soutenant les voyages vers les hauts lieux de la culture nationale, politique qui est très positivement perçue dans les différentes catégories de la population.

Conclusion

Aussi bien sur le plan intérieur que sur le plan international, l'État ouzbékistanais prend ses distances avec la politique menée par l'ancien président, ce qui assure à Ch. Mirziyoev une réelle popularité parmi la population. Pourtant, les autorités célèbrent avec emphase la figure du premier président. À Tachkent, l'ancien palais présidentiel a été transformé en un musée consacré à I. Karimov, à sa personnalité et à son œuvre. Il est principalement visité par des écoliers et des étudiants. Mais surtout, un mausolée a été édifié à Samarkand, sa ville natale. Implanté à proximité de la mosquée Hazrat Khizr, à l'extrémité méridionale d'Afrosyab, l'ancienne ville antique, il est devenu un important lieu de pèlerinage. À la différence du mausolée de Tamerlan ou de la célèbre place du Registan, qui sont des étapes majeures des « voyages sur la route de la soie », il est presque exclusivement fréquenté par des citoyens ouzbékistanais. Quoiqu'il en soit, deux ans après l'accession au pouvoir de Ch. Mirziyoev, l'Ouzbékistan change rapidement. Son évolution surprend nombre d'observateurs, intéresse particulièrement ses voisins et suscite d'importants espoirs parmi la population.

Bibliographie

Adams L., 2010, *The spectacular State. Culture and National Identity in Uzbekistan*, Durham, Duke university press, 256 p.

Genté R., 2018, « Pérestroïka à l'ouzbèque », *Politique internationale*, n° 160.
http://www.politiqueinternationale.com/revue/read2.php?id_revue=161&id=1725&search=&content=texte

Horak S., 2018, « Leadership succession in Turkmenistan and Uzbekistan: Between stability and instability », *Central Asian Affairs*, vol. 5, n° 1, p. 1-15.

Thorez J., 2011, « Les nouvelles frontières de l'Asie centrale : Etats, nations et régions en recomposition », *Cybergeo*, 2011, 28 p., <http://cybergeo.revues.org/23707>

Thorez J., 2016, « La « nouvelle route de la soie » : une notion porteuse d'illusion », *Questions internationales*, n° 82, p. 33-41.

Trevisani T., 2011, *Land and power in Khorezm. Farmer, communities, and the state in the Uzbekistan's decollectivisation*, Berlin, LIT Verlag, 280 p.

Sitographie

www.novastan.org

www.kun.uz

www.gazeta.uz

www.ferghana.ru